

Coronavirus

[| EN DIRECT](#) | [| NOS ARTICLES](#) | [| CONSEILS PRATIQUES](#) | [| SOLIDARITÉ](#) | [| LETTRES AUX AÎNÉS](#)

🕒 18.05.2020, 18:55

Distribuer de l'argent au lieu de le prêter: la proposition pas si révolutionnaire d'un économiste neuchâtelois

PREMIUM



Pour le professeur Olivier Crevoisier, "rembourser durant des dizaines d'années les montants distribués pour compenser une baisse ponctuelle de la consommation durant la pandémie est un non-sens." Archives Lucas Vuitel

PAR LUC-OLIVIER ERARD

ÉCONOMIE Au lieu de s'endetter pour faire face à la crise économique du Covid-19, la Suisse a meilleur temps d'imprimer de la monnaie et de la distribuer à ceux qui en ont besoin. C'est la conviction de l'économiste neuchâtelois Olivier Crevoisier.

Il vaut mieux imprimer de la monnaie et la distribuer à ceux qui ont subi des pertes économiques pendant le confinement, plutôt que de laisser les PME, les indépendants et les ménages à faible revenu s'endetter. Car ces dettes représenteront un fardeau qui pourrait conduire à des faillites différées, et se traduiront par une baisse des dépenses de consommation. C'est la conviction que le professeur Olivier Crevoisier expose dans un texte livré à ses étudiants de l'Université de Neuchâtel.

Au lieu d'accorder des prêts, vaut-il donc mieux faire imprimer des billets par la Banque nationale et les distribuer directement aux ménages qui en ont besoin? La proposition, iconoclaste de prime abord, ne l'est pas tant que ça: certains Etats envisagent d'avoir recours à ce que les économistes appellent «helicopter money».

L'économiste américain Milton Friedmann a théorisé une telle intervention en 1969. Il estimait qu'un événement unique et inattendu, comme le fait qu'un hélicoptère jette des billets de banque au-dessus d'une ville, pouvait donner un coup de fouet temporaire (et selon lui nuisible à terme) à l'économie locale.

Les Etats-Unis mettent actuellement en œuvre une politique qui s'apparente à cette «helicopter money»: 150 millions de ménages américains sont en train de recevoir un chèque de 1200 dollars. Celui-ci fait partie du paquet de 2,2 billions de dollars du «CARES Act», voté par le Congrès pour lutter contre les effets économiques de la pandémie.

Pas de risque d'inflation

Pour l'heure, la Confédération n'envisage rien de tel. Elle a plutôt choisi d'élargir l'usage de mécanismes déjà en place: le chômage partiel et les indemnités pour pertes de gains. Elle a aussi permis aux banques d'accorder des prêts sans intérêts. Au total, il y en a pour environ 60 milliards de francs.

Pour Olivier Crevoisier, ces aides creusent la dette publique ou vident les caisses des assurances sociales. «Rembourser durant des dizaines d'années des montants distribués pour compenser une baisse ponctuelle de la consommation est un non-sens», affirme-t-il.

«Ce surcroît de dépenses ne correspond pas à des investissements produisant des bénéfices à long terme. On ne voit donc pas pourquoi il devrait être supporté par les générations futures. Il vaut mieux financer ces dépenses par une création monétaire issue de la Banque nationale.»

Augmenter la masse monétaire est réputé créer de l'inflation (une augmentation des prix), risque qu'Olivier Crevoisier relativise: «Nous connaissons depuis des décennies une inflation très faible. Si les prix montaient de quelques pourcents, ce serait au contraire une excellente nouvelle pour l'économie. S'agissant d'une opération ponctuelle, il n'existe aucun risque de spirale inflationniste comme certains pays en ont connu dans les années septante.»